

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-l'Étang

SPR/UICPE/JN/n° 598-2024
Références : NN/LG-D-0215-MRT-2024
Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
1	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-IV	Lettre de suite préfectorale	7 jours
6	Rétention des récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réservoirs soumis au 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-III	Sans objet
5	Rétentions des réservoirs fixes	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Annexe 7-I point 20-1 et 2	Sans objet
7	Écran flottant	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Annexe 7 point 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks détaillé est obtenu par l'extraction des données suivies en temps réel sur la SNC. Le système d'extraction a été inopérant pendant quelques heures le jour de l'inspection. Les informations sont néanmoins disponibles par contact avec la salle de conduite. Il est demandé à l'exploitant de fiabiliser son système d'extraction pour éviter une panne qui ralentirait la transmission des informations en cas de crise.

De plus, il a été constaté des écarts entre les seuils d'exploitation, les seuils haut et très haut de sécurité de certains bacs et les niveaux autorisés dans l'arrêté préfectoral du site.

Enfin, le bac T718 contient toujours du produit alors qu'il est considéré comme au chômage. La situation administrative de ce bac doit être régularisée sous 3 mois.

Concernant les récipients mobiles, ils sont suivis dans l'état des stocks et présents en 3 endroits précis du site. Les rétentions du local javel doivent faire l'objet d'une mise en cohérence vis-à-vis des volumes de produits stockés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques</p>

particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'état des stocks a été présenté. Il s'agit d'un tableau Excel issu de l'extraction des données suivies en temps réel par la supervision.

L'état des stocks présentent deux parties :

- une première partie avec les stockages en réservoirs fixes aériens conduisant au classement SEVESO du site (rubrique 4XXX). Pour chaque cuvette, il est indiqué les bacs associés, le produit stocké, la capacité / hauteur / tonnage maximum et en temps réel ainsi que les mentions de dangers du produit ;
- une deuxième partie concerne les stockages en réservoirs mobiles. L'état des stocks précise le nom du produit, le type de conditionnement, la capacité unitaire et le nombre d'unité, l'état physique (solide ou liquide), le tonnage réel ainsi que la mention de dangers lorsqu'il y en a une.

Un système de couleur permet de repérer rapidement les liquides inflammables parmi les produits stockés.

Le plan du site, repris dans un onglet du tableau excel, permet d'identifier rapidement l'emplacement des stockages en réservoir fixe et du stockage mobile de FOD pour le groupe incendie. Les autres récipients mobiles n'apparaissent pas sur le plan mais sont stockés dans 2 emplacements connus.

Le site ne stocke pas de déchets ni de produits spécifiques types batterie.

L'état des stocks est suivi en continu au niveau de la salle de conduite. L'extraction excel peut se faire à la demande. De plus, un état des stocks est arrêté tous les jours à minuit. Les jaugeurs de niveau des bacs sont vérifiés annuellement ce qui permet d'assurer la fiabilité des données utilisées dans l'état des stocks.

En cas de panne électrique, un groupe de secours prend le relai, ce qui permet de connaître l'état des stocks en tout temps.

Le jour de l'inspection, l'extraction sous format Excel a rencontré des problèmes jusqu'en milieu de matinée. L'exploitant indique ne pas savoir d'où provient le problème. Mais il affirme qu'en cas de crise, l'organisation du POI permet la liaison avec la salle de conduite qui elle a toutes les informations. Il sera donc possible de renseigner manuellement le tableau de l'état des stocks.

<p>Une équipe est présente en continu sur le site.</p> <p>L'état des stocks indique pour chaque bac le volume maximal autorisé et la hauteur d'exploitation du bac. À la suite de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé à ajouter dans ce tableau la hauteur maximale autorisée par l'arrêté préfectoral afin de justifier que la hauteur d'exploitation choisie reste bien inférieure ou égale à cette hauteur maximale autorisée.</p> <p>La visite du site a permis de relever des incohérences dans la définition des niveaux haut et très haut par rapport au seuil d'exploitation (voir annexe confidentielle).</p> <p>Le bac T1602 est en travaux. Lors de la visite de site, il a été vérifié qu'aucune valeur n'était remontée sur la SNC.</p> <p>Lors de la visite de site, il a été constaté que le T718 était considéré comme au chômage dans l'état des stocks, qu'il n'était pas suivi au niveau de la SNC. Pour autant, l'exploitant indique qu'un fond de produit subsiste dans le bac et potentiellement dans la ligne associée. Ces équipements contenant du produit ne peuvent pas être considérés comme au chômage.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant, sous 3 mois, de rendre conforme la situation du bac T718 soit en procédant à sa mise en sécurité (vidange complète du bac et de la tuyauterie associée) soit en réalisant toutes les opérations de maintenance associé au bac en exploitation.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous quinze jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état des stocks complété de la hauteur maximale autorisée pour chaque bac, - la procédure d'exploitation indiquant les règles permettant de définir le niveau d'exploitation et les seuils des alarmes de niveaux haut et très haut des bacs contenant des liquides inflammables, - la justification du respect de cette procédure pour l'ensemble des bacs concernés.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours / 3 mois</p>

N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées – format synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas d'état des stocks synthétiques « type ». Par contre, l'ensemble des informations nécessaires à la vulgarisation (classe de dangers par exemple) sont disponibles dans l'état des stocks complets. De plus, dans le cadre du POI, une cellule PC exploitant est mise en place. Cette cellule est notamment chargée d'extraire et d'analyser les données de l'état des stocks en lien avec la salle de contrôle. Ces données sont ensuite transmises à la cellule communication qui est chargée de préparer la communication externe vers l'administration et éventuellement le public. Les communiqués sont également validés par le groupe Lyondell avant diffusion.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été indiqué que le POI devait être révisé prochainement en particulier la fiche communication qui date de 2015.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection demande, sous 1 mois, d'intégrer de manière plus claire les exigences de l'AM du 4/10/10 sur l'état des stocks synthétique dans la fiche communication.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réservoirs soumis au 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p> <p>II.-Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>

<p>III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les quantités stockées au titre des rubriques ICPE et celles relatives aux produits ayant les mentions de dangers H225 et H226 ont été contrôlées (voir annexe confidentielle).</p> <p>Le système comptabilise le produit stocké dans le bac 720 automatiquement sous la 4510 bien que du FOD classé en 4XXX peut également être stocké dans ce bac.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant de réfléchir à une manière d'optimiser ou d'alerter l'utilisateur sur l'affichage relatif au bac T720 de l'état des stocks.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10 – identification install nouvelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-Une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021.</p> <p>Toutes les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations nouvelles.</p> <p>Pour les installations existantes, l'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles 2 à 64.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le dernier arrêté préfectoral de 2009, aucune nouvelle installation n'a été construite.</p> <p>La revue de conformité à l'AM du 03/10/10 présentée est celle relative aux établissements CPB / PBO. Le site de port de la pointe n'est pas traité dans le document présenté.</p>

Observations :
L'inspection demande la transmission du tableau de vérification de la conformité à l'AM du 03/10/10 pour le site de Port de la Pointe sous quinze jours à compter de la date du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Rétentions des réservoirs fixes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Annexe 7-I point 20-1 et 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dimensionnement de rétention – installations existantes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1- A chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>2- Pour les réservoirs construits à compter du 16 mai 2011, en sus des volumes définis au point 20-1 du présent arrêté, le volume de rétention permet de contenir le volume des eaux d'extinction, défini dans l'étude de dangers en tenant compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la diminution du niveau de liquide en feu ; - du débit de fuite éventuel ; - de l'apport en solution moussante sur la base du taux d'application nécessaire à l'extinction de ce liquide inflammable ; - de la destruction de la mousse pendant les opérations d'extinction ; - de la durée prévisible de l'intervention. <p>Pour les cas de rétentions contenant plusieurs stockages, ce calcul s'effectue pour le liquide inflammable présentant le taux d'application d'agent d'extinction le plus élevé et considérant la plus grande surface possible en feu pour déterminer le volume d'agent d'extinction apporté.</p> <p>En alternative au calcul du volume de rétention des eaux d'extinction conformément aux alinéas précédents, l'exploitant peut prendre en compte une hauteur supplémentaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tableau justifiant de la conformité des rétentions au point I de l'article 20 de l'annexe 7-1 de l'AM du 03/10/10 a été présenté et n'appelle pas d'observation. Ce fichier n'étant pas associé à une procédure, il a été difficile à retrouver.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est recommandé à l'exploitant de référencer dans son système qualité le fichier justifiant de la conformité des rétentions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention des récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : I. — Capacité des rétentions Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite de site, il a été constaté que les rétentions des récipients mobiles stockés dans le local javel étaient insuffisantes par rapport à la quantité de bidons (voir annexe confidentielle).
Observations : L'exploitant est mis en demeure sous 1 semaine de mettre en conformité les rétentions des récipients mobiles stockés dans le local javel par rapport à la quantité de bidons pouvant être présents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Ecran flottant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Annexe 7 point 14
Thème(s) : Actions nationales 2023, Ecran flottant
Prescription contrôlée : Article 14 Les réservoirs d'un volume supérieur à 1 500 mètres cubes contenant des liquides dont la pression de vapeur saturante est supérieure à 25 kilopascals à 20 °C (ou tension de vapeur équivalente à 37,8 °C de 50 kilopascals pour les produits pétroliers) sont équipés d'un toit ou d'un écran flottant ou exploités de façon à ce que le seuil d'inflammabilité du liquide inflammable n'y soit pas atteint.

Constats :

Seul le T722 est concerné par cette prescription. Celui-ci dispose d'un toit fixe et d'un écran flottant ainsi qu'une détection permettant de suivre la VLE en temps réel et associé à une alarme automatique.

Type de suites proposées : Sans suite